



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes 25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay Meslay

Parçay-meslay, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AGRIAL**

4 rue des Roquemonts  
14000 Caen

Références : 2025-808  
Code AIOT : 0010003930

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement AGRIAL implanté Les Grands Prés - les Marsandes 9 rue des Champs Gibert 37260 Villeperdue. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIAL
- Les Grands Prés - les Marsandes 9 rue des Champs Gibert 37260 Villeperdue
- Code AIOT : 0010003930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les silos exploités sur la commune de Villeperdue sont soumis à Autorisation pour leurs activités de

stockage de céréales sous la rubrique n°2160.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 21/04/2006, article 25	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens de lutte contre les incendies

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2006, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs et poteau incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 26/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus,</p>

en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 120 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures ; En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires ;
- d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;

[...]

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état d'entretien.

Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

[...]

Les cellules de stockage des silos béton fermées (silo n°3) sont équipées de piquages afin de permettre l'inertage par injection de gaz en cas d'incendie dans la cellule .

Ces piquages sont compatibles avec ceux utilisés par les pompiers permettant l'introduction du gaz en partie basse des cellules.

#### **Constats :**

##### **Constat de la visite d'inspection du 26/09/24:**

L'exploitant a présenté un procès verbal d'intervention sur parc de type colonne effectué par la société EUROFEU en date du 14/05/2024. Un essai hydrostatique a été réalisé lors de ce contrôle. Ce rapport fait état d'une anomalie sur la colonne sèche située au niveau de l'accueil du site. En effet, le raccord d'alimentation de la colonne sèche n'est pas facilement accessible aux sapeurs-pompiers.

**Le raccord d'alimentation de la colonne sèche situé au niveau de l'accueil n'est pas facilement accessible par les sapeurs-pompiers.**

##### **Constat de la visite d'inspection du 10/12/25:**

L'exploitant a présenté le compte rendu de visite n° 104622856-1 du 07/04/2025. Cette intervention préventive sur parc colonne sèche réalisée par la société EUROFEU ne fait plus mention de l'anomalie constatée en 2024. Cependant l'exploitant a indiqué n'avoir procédé à aucune modification de la colonne sèche et s'engage à réaliser les travaux d'amélioration liés au rapport de 2024.

**Le constat est requalifié comme suit:**

**Le raccord d'alimentation de la colonne sèche situé au niveau de l'accueil n'est pas facilement accessible par les sapeurs-pompiers.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle et entretien des installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 26/09/2024:</u></b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures correctives nécessaires à la levée de l'ensemble des observations émises par l'agence APAVE dans le cadre de la vérification du 12 juin au 13 juin 2023 des installations électriques de son site de Villeperdue. Outre ce constat, l'organisme de contrôle fait mention de points relatifs à la limite de vérification.</p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 10/12/2025:</u></b></p> <p>L'exploitant a présenté deux rapports de vérification des installations électriques rédigés par l'agence APAVE, rapports référencés A30726122-010-1 (du 13/06/2025) et A30726096-010-1 (du 23/06/2025), au titre du code du travail, du silo 3 et du silo 1+2.</p> <p>Ce rapport fait état de 47 + 17 observations.</p>

L'exploitant a présenté un document rédigé par la société Europe Industrie Service intitulé "Interventions suivant le rapport APAVE 2025".

Ce document reprend les 47 + 17 observations relevées par l'organisme habilité et précise en face de chaque observation la mention "fait" ou "pas fait".

Au regard de ce document, il reste 7 + 7 observations non soldées.

**Suite à cette visite, le constat est requalifié comme suit:**

L'exploitant n'a pas levé l'ensemble des observations émises par l'agence APAVE dans le cadre de la vérification périodique des installations électriques de son site pour 2025. De plus, les rapports de vérification périodique pour l'année 2025 ne comportent pas d'avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et font mention de limites d'interventions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

### N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre le risque foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés à la foudre. Les mesures de protection contre le risque foudre mis en place répondent aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

**Constats :**

**Constat de la visite d'inspection du 26/09/2024:**

L'exploitant ne fait pas réaliser périodiquement la vérification de son système de protection contre la foudre.

**Constat de la visite d'inspection du 10/12/2025:**

L'exploitant a présenté un rapport de vérification n° 132387114-001-1 rédigé par la société APAVE et intitulé "Vérification complète foudre". Ce rapport est daté du 01/12/2025.

<p>Ce rapport fait état d'une observation (absence d'interconnexion de la prise de terre avec le réseau des masses - coté voies ferrées et coté compteur).</p> <p>Interrogé sur ce point, l'exploitant a présenté un bon de commande en lien avec l'observation relevée adressée à la société Europe Industrie Service en date du 3/12/2025.</p> <p><b><u>Le constat est requalifié comme suit:</u></b></p> <p><b>Le rapport de vérification complète foudre 2025 fait état d'une observation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>